

Lyon : 1500 boutons d'alerte distribués par la région pour sécuriser les établissements scolaires juifs



1159 actes antisémites ont été relevés en France depuis le 7 octobre, «trois fois plus» qu'en 2022. Jessica / stock.adobe.com

L'annonce du président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, a été saluée par les membres de la communauté éducative, dont certains expliquent se sentir aujourd'hui en danger.

Dans un contexte de hausse des actes antisémites en France et en région Auvergne-Rhône-Alpes, [Laurent Wauquiez](#) a annoncé ce jeudi la distribution de 1500 boutons d'alertes aux établissements de confession juive de la région. «Ces boutons seront connectés au service de protection de la communauté et on espère pouvoir faire en sorte qu'ils le soient à l'avenir avec la police et la gendarmerie», a indiqué le président du conseil régional lors d'une conférence de presse organisée à l'institut culturel du judaïsme de Lyon, situé au sein du consistoire juif régional. [Selon le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin](#), 1159 actes antisémites ont été relevés en France depuis le 7 octobre, soit «trois fois plus» qu'en 2022. Ils ont donné lieu, pour l'heure, à 518 interpellations.

L'annonce régionale a été saluée par les membres de la communauté éducative, dont certains expliquent se sentir aujourd'hui en danger. «Rien qu'hier matin nous avons annulé une sortie piscine parce que les conditions de sécurité n'étaient pas réunies. On a régulièrement des jets de cailloux, des insultes, des tags. Ça ne date pas d'hier mais ça s'est accentué depuis le 7 octobre», confie au *Figaro* une membre d'un établissement scolaire de la région lyonnaise qui a préféré rester anonyme pour des raisons de sécurité. «La montée de l'antisémitisme en France interpelle et inquiète. Face à cette situation, la communauté juive se replie sur elle-même. Les parents ne veulent plus accompagner leurs enfants à l'école. Certains juifs enlèvent leur kippa. Il faut aujourd'hui des actes forts pour sécuriser nos écoles», a déclaré de son côté Alain Sebban, le président du consistoire régional.

«Au XXIe siècle, sur un continent qui a laissé faire la Shoah... En est-on là ?»

Une situation «*inacceptable*» selon Laurent Wauquiez : «*Notre pays a été l'un des premiers à protéger et reconnaître les citoyens juifs. La République s'est construite sur ça. Il fut un temps où l'adage disait : " Heureux comme un juif en France. Or aujourd'hui, il y a une réalité vécue par de jeunes élèves, à qui on enlève la part d'insouciance dont ils ont le droit à leur âge. Qui vont à l'école la boule au ventre, se font insulter de sales juifs en sortie scolaire, quand elles ne sont pas annulées. En France, au XXIe siècle, sur un continent qui a laissé faire la Shoah... En est-on là ?*»

Ces boutons d'alertes seront distribués à l'ensemble des établissements scolaires juifs de la petite enfance au lycée. Dans le même temps, la région a lancé un diagnostic sur la sécurité de tous ces lieux pour «*identifier leurs points faibles et les renforcer*». Les éventuels travaux seront intégralement financés par le conseil régional. Pour que les sorties scolaires se poursuivent, la région va également mettre en place des transports en commun, du ramassage scolaire et des minibus dédiés à ces écoles. «*Ça ne me réjouit pas d'annoncer tout ça. Mais au-delà des discours, des marches, il faut des actes*», a conclu Laurent Wauquiez.